



CONTRIBUTION DE L'ÉCOLE ÉMANCIPEE AUX DEBATS DU CDFN DE MARS 2023

L'amplification de la grève, c'est maintenant !

Jamais ces dernières années, un mouvement social n'a été aussi puissant et en capacité de déstabiliser fortement un pouvoir décrédibilisé, totalement coupé de la population, affaibli et fébrile mais toujours méprisant.

En effet, la mobilisation actuelle de rejet de la réforme des retraites cumule d'ores et déjà plusieurs superlatifs. Historique et inédite par la hauteur du nombre global de manifestant-es tout comme par le soutien de la population au mouvement, dépassant à ces deux titres tous les records depuis l'après-guerre. Atypique par la disparition du schéma de mobilisation de ces dernières années avec des secteurs en pointe dans la grève permettant d'assurer sa permanence entre deux temps forts. Ancrée fortement sur tout le territoire par des manifestations énormes dans l'ensemble du pays et en particulier dans les petites villes.

Ce mouvement bénéficie également de deux retours attendus qui le renforcent. Celui des salarié-es du privé et celui, moindre numériquement, de la jeunesse malgré un sujet dont l'échéance leur est encore lointaine et qui les touche moins directement, et tous les empêchements à surmonter pour se mobiliser (fermetures préventives des facs et passage en distanciel pour empêcher toute réunion ou appels systématiques aux forces de l'ordre en cas de blocage).

Dernière caractéristique spécifique à ce mouvement, et non des moindres, l'intersyndicale nationale est unie sans équivoque aucune sur le même objectif de retrait de la réforme autour du refus de la mesure centrale de l'allongement de l'âge de départ à 64 ans, sans tiraillements internes autour d'illusoires concessions mineures. Elle imprime un tempo de mobilisations dont les salarié-es se saisissent et qui permet une montée en puissance partie d'un déjà très haut niveau le 19 janvier qui s'est maintenue et a réussi le pari de samedis permettant un élargissement avec la présence notable de nombreuses familles.

De son côté, le pouvoir, mû par sa volonté de couper court à tous les contre-pouvoirs démocratiques existants -syndicaux ou politiques-, a dévoyé une procédure parlementaire budgétaire spécifique permettant de limiter drastiquement le temps d'examen pour faire adopter son texte avec l'aide de la droite. Les débats au Parlement et dans les médias ont néanmoins fait apparaître les approximations, instrumentalisation et mensonges du gouvernement : déficit potentiel du système de retraite reposant sur sa volonté de baisser les rémunérations des agent-es de l'État, inégalités femmes-hommes renforcées et non pas réduites, leurre de la pension minimale à 1200 euros...

A rebours d'un ressenti convenu et pessimiste de l'état d'esprit du pays, ce mouvement démontre la prééminence de la question sociale comme l'attachement de la population aux droits des travailleurs et travailleuses.

Cette lame de fond peut bousculer fortement le libéralisme. Pour cela et pour éviter un échec et des désillusions qui ne pourraient que renforcer l'extrême-droite, déjà en embuscade, et fragiliser le syndicalisme, se bousculer et amplifier le mouvement sous toutes ses formes est indispensable.

Y'a pas d'arrangement

La séquence du 7 mars où l'intersyndicale enjoignait les salarié·es à une forme de grève générale avec l'ambition de mettre le pays à l'arrêt a permis de démontrer toute la vivacité de ce mouvement quasiment deux mois après son déclenchement. La grève féministe du lendemain, à travers une démultiplication d'initiatives et une participation très importante à celles-ci, a permis d'appuyer sur l'injustice majeure faite aux femmes par cette réforme empreinte de domination patriarcale, un des ferments majeurs de la colère populaire. Et si la journée du 9 mars n'a pas mobilisé comme espéré dans la jeunesse, un grand nombre de secteurs professionnels ont reconduit le mouvement dans cette séquence : SNCF, énergie, raffineries, ports, Ratp, dépôts d'ordures ménagères, nettoyage...

Une reconduction pas évidente car une des particularités de ce mouvement, avec des AG peinant à rassembler largement, complique la possibilité de s'appuyer sur elles pour décider de reconduire la grève. En revanche, la force de ce mouvement conjuguée à son entrée dans une période décisive au lendemain du 7 mars et à la confiance des personnels dans les décisions prises par les syndicats permettent bien d'envisager un appel national à reconduire la grève dans un secteur qui soit suivi d'effet, convergent avec les autres secteurs et complémentaire du calendrier de mobilisation interpro. D'ailleurs, les secteurs partis en reconduction après le 7 mars ont souvent répondu à un appel national sectoriel. Une perspective bien évidemment transposable dans l'éducation où la FSU a une très forte responsabilité. Pourtant, malgré l'insistance de l'École Émancipée dans différentes instances fédérales ou de syndicats nationaux depuis fin février et l'existence d'actions, dont des reconductions partielles, mobilisant les personnels, la majorité de la FSU s'est refusée jusqu'ici à appeler clairement à des reconductions dans l'éducation, même à travers une seule journée au lendemain d'un temps fort de grève interpro. Si le secteur de l'éducation n'est pas déterminant en tant que tel pour arracher la victoire, il peut et doit y contribuer, notamment de par son pouvoir symbolique, sa fonction indispensable d'accueil des enfants dans le primaire, son rôle d'entraînement et sa capacité de blocage de l'économie par ricochet.

Le sprint final c'est maintenant

Le sprint final parlementaire offre une nouvelle occasion à la FSU de se saisir de cette possibilité au lendemain de la prochaine journée nationale le jour de la commission mixte paritaire du 15 mars. Cette commission pourrait déboucher sur un accord, ce qui ferait du jeudi 16 mars la journée de vote solennel du projet de loi dans les deux chambres, voire même d'un recours au 49.3 par le gouvernement faute de majorité parlementaire.

Pour gagner et faire reculer un pouvoir affaibli, il nous faut mettre toutes nos forces dans les manifestations du 15 mars, populariser dès aujourd'hui un appel de la FSU à la grève le 16 mars dans tous les secteurs professionnels de son champ et investir toutes les mobilisations existantes.

Il faut dire aux personnels qu'une grande partie de la bataille se joue maintenant. C'est d'ailleurs pour cela que de nombreuses sections départementales comme des

intersyndicales locales éducation y appellent. Construisons dans ce CDFN un mandat clair de grève jeudi 16.

Enfin, la « légalité procédurale », découlant notamment d'une élection présidentielle avec un second tour face à l'extrême-droite, ne peut remplacer aucunement la légitimité morale et sociale portée par ce mouvement social puissant, comme le pointe Pierre Rosanvallon.

De ce point de vue, il faut un symbole fort en cas de vote ou de 49-3 qui constitueraient un violent déni démocratique. A l'amplification de la crise sociale s'ajoute une probable amplification de la crise démocratique. Les organisations syndicales doivent appeler la population à aller devant toutes les mairies et occuper les places, pacifiques et déterminés dès jeudi soir et réunir les conditions en cas de succès d'une reconduction régulière de ces occupations de l'espace public.

Cela correspond à la réalité de ce mouvement qui a su construire d'autres modalités à côté des formes classiques du mouvement social que sont la grève et les manifestations, sans oublier les initiatives de blocages dont l'effet sur le patronat est important en diminuant la profitabilité des entreprises. Si les mobilisations de la fin de semaine (grève reconductible, occupation des espaces publics) ne permettaient pas de faire reculer le gouvernement, la pertinence d'une manifestation nationale comme celle de l'organisation d'une consultation citoyenne doivent être analysée. Cette dernière pourrait permettre à la population de se doter d'un nouveau moyen d'action, mais elle ne peut apparaître comme un renoncement aux formes de mobilisations actuelles, massives et visibles, qui doivent se poursuivre, y compris si la loi était adoptée par le Parlement.

En maintenant ainsi la pression sur le gouvernement ce mouvement social pourrait bien contribuer à remporter une victoire inédite ouvrant ensuite le chemin à d'autres possibles sur les retraites évidemment mais également sur l'ensemble des politiques sociales et écologiques menées ces dernières années.

Il se joue dans cette séquence infiniment plus que les retraites. Et Macron, en apprenti sorcier, nous oblige à tout donner pour éviter que l'extrême-droite n'en sorte gagnante. Ouvrons-y toutes et tous ensemble !